



Le prix de la santé, les coûts des caisses maladie

Par [Marie-France de Meuron](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 05 mai 2024

Nous en sommes arrivés à un point où les coûts des caisses maladie handicapent notre santé !

Ainsi, nous pouvons lire : *«Un véritable coup d'assommoir pour la population vaudoise»*.

Certains en déduisent : *«Le financement de la santé est à l'agonie»*. Ne serait-ce pas plutôt la conception de la santé qui nécessite une vraie bascule ?

Au lieu de prendre conscience des causes qui se trouvent à la source de cette agonie, des propositions se focalisent sur des modes économiques : *«La Fédération romande des consommateurs (FRC) exige un moratoire sur les primes-maladie»*. Ou encore, on nous présente des *«Conseils d'experts pour économiser»* (Moneyland et Comparis, deux services suisses de comparaison en ligne).

Les partis politiques s'en mêlent : *«Neuchâtel – Initiative du PS pour limiter les primes à 10% du revenu»*¹. Par conséquent il est proposé la santé des primes sans tenir compte du but final qu'est la santé globale des individus. Le PS fait écho à l'initiative populaire *«Maximum 10% du revenu pour les primes d'assurance-maladie (initiative d'allègement des primes)»* déposée en janvier 2020 (et qui) sera votée en juin 2024.²

Cette initiative attire un contre-balancier de la part d'autres partis : L'initiative du Centre vise à maîtriser la croissance des coûts de la santé via un mécanisme de frein aux coûts.

«Ce sont les bureaucrates qui décideront des traitements. Ceux qui ne peuvent se permettre de souscrire une assurance complémentaire privée devront attendre en cas de maladie», assure le camp bourgeois... La droite dénonce un projet purement redistributif qui coûtera 12 milliards de francs par an dès 2030. La classe moyenne et les PME passeront à la caisse, avec une hausse d'impôts inévitable.³

Pour d'autres, le bilan n'est que comptable : *«La hausse des primes se justifie par celle des coûts»*. (Faïtière des assureurs-maladie santésuisse).

On peut dire qu'il s'agit là d'une réflexion binaire, qu'on retrouve aussi avec un avis plus élargi mais qui reste au niveau de la conception du système sanitaire : Besoin d'un système de santé plus social et équitable, pour les Vert-e-s, non de la considération de la nature des problèmes de santé et de la façon de les aborder.

Au sommet du gouvernement, le ministre de la Santé, Alain Berset décrète :

«Il n'y a pas besoin de révolutionner le système. Il faut faire attention à ne pas

*déconstruire notre système de santé, qui est bon... Il accuse le Parlement de bloquer toute réforme du système de santé».*⁴

Il semble confondre le système financier avec la santé globale qui est la conjonction de divers systèmes interconnectés mais distincts les uns des autres.

Il ne tient pas compte du bilan déplorable des dérives et de l'impact de la politique sanitaire lors de la covidémie et dont nous avons vécu les conséquences très coûteuses tant en santé qu'en finances.

*«Voici ce que révèlent les «Covid files»suisses». L'affaire récente des RKI files en Allemagne a révélé quelques secrets juteux de distorsions politiques. Ceux-ci ont eu de lourdes conséquences sur la confiance des Allemands et font l'objet d'une intense couverture médiatique, tant mainstream que sur les réseaux sociaux. Quid de la Suisse ?*⁵

Alors que chaque être humain tend vers l'équilibre qui lui correspond, le système politico-médiatique a cherché à nous imposer sa doxa. Un sociologue en a écrit un livre :

*«La doxa du Covid» qui restitue une contre-enquête indépendante sur la gestion politico-sanitaire de la crise du Covid... Ce travail collectif permet d'éclairer les enjeux financiers et idéologiques sous-jacents à la «guerre du médicament».*⁶

Un psychothérapeute en analyse très consciencieusement des causes et des conséquences : Comment début 2022 un pneumologue peut-il adhérer totalement à la doxa ? Être pour toutes les mesures sanitaires, pour la vaccination obligatoire, la dictature, etc.⁷

Divers collectifs se sont formés pour analyser les faits, dénoncer les politiques sanitaires, trouver des solutions. Ainsi, autour d'un anthropologue de la santé, des professionnels de différentes origines se sont regroupés avec la devise informer pour transformer. Face au discours dogmatique des autorités et à l'absence de parole critique dans les médias traditionnels, l'initiative fut accueillie avec un franc succès par un public averse.⁸

Étant très attentifs aux conséquences de la covidémie, ils ont bien compris que : Officiellement, la pandémie est derrière nous, mais les conséquences des mesures adoptées perdurent dans la mise en œuvre de l'agenda 2030 et du«grand reset».

Effectivement, les conséquences perdurent, tant au niveau de l'état de santé d'une franche partie de la population qu'au niveau des finances publiques. Comment la Confédération a-t-elle pu s'octroyer une pareille licence ?

Déjà en août 2021, l'alerte était lancée : Les tests gratuits, que les personnes non vaccinées peuvent également utiliser sur leur certificat Covid, coûtent cher à la Confédération. Blick a estimé un total d'environ 20 millions de francs en juillet⁹. Au lieu d'en tirer le message assourdissant, le conseiller fédéral de l'économie a annoncé qu'ils pourraient devenir payants.

Sur la lancée, la Confédération en vint à l'achat des vaccins (terme en plus inapproprié puisqu'il s'agit d'injections génériques...) pour les quelque 61 millions de doses, tout en

cachant le montant déboursé¹⁰ et dont on découvre par la suite le nombre des doses périmées qu'il a fallu détruire. Depuis le début de la pandémie de Covid-19, 17 millions de doses de vaccin ont été administrées et 18,6 millions de doses ont été détruites en Suisse. Le pays a donc éliminé plus de doses de vaccin périmées qu'elle n'en a administré...¹¹

Par la force des choses, une partie des coûts a concerné directement les frais médicaux – par conséquent les assurances maladies – parmi lesquels, entre autres, sont les hospitalisations suite aux effets secondaires des injections génériques, les reports de soins et les traitements psychologiques des adultes, ou encore les conséquences du port du masque chez les enfants. Certaines incohérences ont même coûté la vie de patients comme le report de diagnostics ou d'opérations.

Quelle a été la place de l'Office Fédéral de la Santé Publique (OFSP, abréviation qui pourrait signifier Office Fédéral du Système Préconisé) ? Cet office se définit ainsi : «*La santé nous tient à cœur*»¹². Au sein du département fédéral de l'intérieur, l'OFSP est responsable de la santé de la population, développe la politique de la santé et s'engage pour assurer la pérennité d'un système de santé suisse performant et financièrement viable...

Dans sa vidéo du 12 févr. 2024¹³, il est dit :

«la Suisse jouit d'un excellent système de santé, tout le monde a accès à des soins de qualité ... avec la devise : l'humain de bout en bout... l'OFSP élabore des bases et des mesures concrètes qui repose sur la stratégie Santé2030 du Conseil Fédéral».¹⁴.

À ce jour il se concentre sur 5 priorités : la transformation numérique (= résumer le patient en un dossier), la maîtrise des coûts, une préparation aux crises perfectionnée à la lumière de la pandémie de coronavirus (plutôt que de revoir les concepts de base à l'origine du déclenchement d'une telle situation), la concrétisation de l'initiative sur les soins infirmiers, ainsi que la qualité et la sécurité des soins (en élargissant les catégories plutôt qu'en figeant les soins dans des protocoles).

La directrice de l'OFSP conclut : Tout le monde en Suisse doit pouvoir bénéficier d'un système de santé solide. Voilà notre engagement. Nos enjeux sont la qualité, la prévention et la protection ainsi que la bonne coordination internationale. Je suggère plutôt que tout le monde puisse apprendre à se prendre en main selon son individualité plutôt que de lui imposer des mesures qui peuvent s'avérer très inappropriées voire délétères.

Lorsqu'on remarque que le terme de SANTÉ est utilisé tant pour les coûts de la santé que pour la politique et les systèmes de santé, il m'apparaît judicieux d'en rappeler la définition : «*La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité*». Il n'est pas anodin de souligner que cette définition a été émise par l'Organisation mondiale de la Santé, elle qui veut établir un traité international des pandémies, autrement dit focaliser les soins en fonction d'un agent pathogène plutôt que sur l'état complet de bien-être qui nécessite de tenir compte de différents facteurs de l'individu dans sa croissance personnelle (l'âge détermine bien des éléments) et dans son environnement géographique, social, professionnel et familial.

Un signe flagrant de la santé d'une population se révèle dans le taux de fécondité. Les enfants sont une magnifique manifestation de la vie. Or, l'Office fédéral de la statistique

(OFS) vient de publier les chiffres provisoires concernant la démographie en Suisse pour l'année 2023 : la fécondité est la plus basse jamais observée. Il semblerait qu'une tendance baissière sur le long-terme se dessine.¹⁵

À l'inverse nous constatons que nous dépensons aujourd'hui davantage pour les soins de santé et la profession médicale est mieux équipée que jamais. Il est vrai, bien sûr, que les médecins sauvent des milliers de vies. Cependant, les maladies iatrogènes – affections causées par des traitements ou des procédures médicales – qui ont toujours marqué la pratique médicale n'ont cessé de s'aggraver.¹⁶

En fait, la santé n'a pas de prix, elle se situe d'abord à un niveau de conscience de chacun pour son propre fonctionnement, sa croissance personnelle et ontologique, sa relation aux autres. De tous ses éléments découlent la présence à soi dans sa globalité et pas seulement dans ses besoins immédiats.

Un *Centre de Ressources en Économie-Gestion* a publié une étude très poussée¹⁷. *«Quels enseignements pour une réforme de la santé ?»*. Il exprime clairement les risques de notre système actuel : *Le passage au collectif peut entraîner une dilution des responsabilités particulières, au risque de décourager la prévention et d'accroître le risque total... on organise l'essentiel du financement des soins au travers d'un mécanisme collectif d'assurance maladie. La contrepartie inévitable de ce choix est que les risques de mauvaise utilisation des ressources sont plus élevés et les incitations à une meilleure utilisation plus difficile à obtenir.*

Ainsi, quand l'OFSP se définit par : *«l'OFSP est responsable de la santé de la population»* elle fait fi de la responsabilité primordiale de chacun dans son état de santé. Dans ce vocable, on perçoit bien la notion de répondre de soi.

Que reste-t-il comme rôle et comme mission aux médecins ? Beaucoup se sont éloignés de l'art médical pour devenir des praticiens de la technoscience médicale, commandés par le système politique et incités par les industries pharmaceutiques. *«Pour poursuivre le débat sur les 4P»*¹⁸, un médecin généraliste expose très judicieusement la situation actuelle :

«Tous les nouveaux traitements, de plus en plus précisément ciblés, sont d'immenses progrès techniques, mais ils sont loin d'encourager les praticiens à personnaliser les soins et tendent au contraire à les éloigner de cette préoccupation».

Reste donc la médecine «Participative», qui est le socle commun à tout ce qui précède. Prédire, prévenir, personnaliser, sont trois missions qui requièrent depuis toujours une intense relation soignante, dont l'acteur principal doit bien sûr rester le patient... Non seulement le paternalisme médical n'a pas disparu, mais il s'est aggravé d'un effrayant despotisme professionnel. Jadis, le médecin démuné de savoirs recourait à la persuasion ; dorénavant convaincu d'être savant, il impose ses diktats. De nos jours, les patients ne bénéficient assurément pas d'une implication accrue dans leur prise en charge, et leur compréhension effective des maladies et des soins est devenue impossible.

Pour ajouter un complément aux 4 P énoncés ci-dessus, je rajouterais un P fondamental : celui de la médecine Précoce. Effectivement, nous sommes d'abord des êtres d'énergie et les premiers troubles se manifestent par des symptômes qui ne s'ancrent pas tout de suite dans la matière, dans les organes. Ainsi, il est bien plus profitable de chercher à en

comprendre le sens afin d'en rectifier les causes. Or, la médecine conventionnelle, beaucoup soumise à une certaine mentalité et aux produits pharmaceutiques, cherche trop souvent à effacer les symptômes, sans tenir compte qu'ils sont révélateurs d'une perturbation. Ainsi, quand les analyses effectuées ne montrent rien, des patients peuvent même s'entendre dire «c'est dans votre tête». De la sorte, le trouble énergétique continue à bas bruit, atténué par des médicaments, jusqu'à ce qu'il se développe voire explose en une maladie organique. On prétextera souvent que la vieillesse en est responsable alors que c'est l'accumulation des troubles énergétiques contenus, non pris en compte, qui finit par s'incruster dans le corps.

Il n'est pas anodin que ce sont justement les médecins généralistes, les premiers consultés, qui complètent leurs diplômes officiels par des formations en médecines alternatives, lesquelles prennent en compte le patient global - corps et énergie - ou par des thérapies complémentaires axées sur l'énergétique.

Une telle démarche peut économiser énormément d'argent. Malheureusement, Santésuisse, la faîtière des caisses-maladie, juge le médecin par la statistique de ses coûts par patient et par année, sans tenir compte de la qualité de la santé qui en résulte ni de l'ensemble des économies effectuées sur la durée.

Un exemple frappant : La commission de surveillance de Santésuisse convoqua un médecin pour sa statistique dépassée et lui demanda de justifier ses coûts. Le praticien répondit qu'il suivait la définition de l'OMS, cherchant à soigner de manière à tendre vers un état de complet bien-être. La présidente de la commission, une juriste lui répondit : *Ah, je vois ! vous vous occupez de la santé, nous, nous occupons de la maladie.* Alors que le vocable de santé est utilisé tout azimut, un médecin n'a pas le droit de l'utiliser sous peine de devoir rembourser les caisses-maladie ! Par ailleurs, il faut tenir compte aussi que si les patients veulent jouir de tels traitements adéquats, ils doivent soit le payer de leur poche, soit prendre une caisse complémentaire avec toutes les limitations qu'elle impose et le prix débordant pour bien des citoyens.

La santé globale demande une vision globale, une médecine globale. Malheureusement, le système politico-économique s'occupe des coûts et la soumet à des restrictions. Les votations prévues en juin ne font que proposer des solutions à partir des coûts, les répartissant autrement mais ne changeant rien au problème de fond. Elles ne cherchent pas à rendre chaque individu conscient de ses possibilités et de ses pouvoirs de gérer franchement mieux son état de santé, de chercher à effectuer le geste adéquat au moment opportun, en s'aidant de thérapeutes à son écoute, formés à une vision plus globale de l'être humain, et de se soigner si c'est indiqué avec des remèdes issus de la nature et expérimentés depuis de longues années dans différents milieux.

Marie-France de Meuron

Cet article a été publié initialement par [Réseau International](#).

Notes :

1. <https://www.psn.ch/1-juillet-2023-primas-maladie-stop-a-la-hausse>

2. <https://www.bag.admin.ch/abstimmungen/praemien-entlastungs-initiative>
3. <https://www.msn.com/un-danger-selon-ce-comité-deux-initiatives-du-ps-sur-la-santé-s-attirent-les-foudres-du-camp-bourgeois>
4. <https://www.rts.ch/hausse-des-primas-maladie-alain-beret-accuse-le-parlement-de-bloquer-toute-reforme-du-systeme-de-sante>
5. <https://www.limpertinentmedia.comvoici-ce-que-révérent-les-covid-files-suissees> et l'interview avec France Soir : <https://www.francesoir.fr/covidfilessuisse-les-revelations-d-amele-debey-et-viviane-cuendet>
6. <https://www.fr.fnac.ch/Laurent-Mucchielli-La-Doxa-du-Covid>
7. <https://7milliards.fr/tortosa/2022/02/14/medecin-2022-doxa.pdf>
8. <https://essentiel.news/covidhub-devient-essentiel>
9. <https://www.blick.ch/plus-de-400000-en-juillet-les-tests-gratuits-co-tent-pres-de-20-millions-aux-contribuables-par-mois>
10. <https://www.watson.ch/covid-19-les-contrats-d-achat-du-vaccin-au-coeur-de-la-loi>
11. <https://www.rts.ch/la-suisse-a-detruit-plus-de-doses-de-vaccin-contre-le-covid19-quelle-nen-a-administre>
12. <https://www.bag.admin.ch/das-bag/auftrag-ziele>
13. https://www.youtube.com/watch?v=z6_04E-jOzY&t=9s
14. <https://www.bag.admin.ch/gesundheitspolitische-strategie-2030>
15. <https://radiolibre.ch/suisse-fecondite-plus-basse-jamais-observee>
16. Joseph Stroberg, <https://nouveau-monde.ca/les-medecins-font-ils-plus-de-mal-que-de-bien/2024/04/26>
17. https://creg.ac-versailles.fr/enseignements_reforme_sante.pdf
18. <https://www.jim.fr/réponse-tribune-du-dr-blachier>

*

Marie-France de Meuron : *Diplôme Fédéral de Médecine obtenu en 1973, Grand-mère de deux petites-filles majeures, Retirée dans le Canton de Neuchâtel en Suisse. Elle collabore à [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) depuis 2021.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Marie-France de Meuron](https://mondialisation.ca), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : **Marie-France de Meuron**

A propos :

Diplôme Fédéral de Médecine obtenu en 1973, Grand-mère de deux petites-filles majeures, Retirée dans le Canton de Neuchâtel en Suisse.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca